

LENDEMAIN DE CONGRÈS: SI LE FASCISME EST LÀ, QUE FAUT-IL ENTREPRENDRE?

On discute du Congrès F.O... de l'attitude de certains «minoritaires» qui ont approuvé le bureau confédéral... qui se sont ralliés à la majorité lors de deux votes essentiels: l'un sur la solution de l'affaire algérienne, l'autre relatif aux dangers de l'action commune avec les post-staliniens de la C.G.T.

Je sors du débat, à la fois réconforté et inquiet. Réconforté, car on ne peut douter ni de la bonne foi, ni de la fermeté, ni de la conviction syndicaliste daucun des contradicteurs.

Inquiet, car chez les uns et les autres, je décèle une confusion qui peut engendrer de dangereuses déviations.

Si je le signale ici, c'est qu'il m'apparaît que le remède préventif ne demande aucune virtuosité «intellectualiste», le retour au contraire à la féconde simplicité du syndicalisme ouvrier.

Ce qui est frappant, c'est en effet le facteur commun à la réprobation et la justification des minoritaires engagés dans la majorité du congrès -c'est à dire le danger fasciste.

Celui-ci aurait dû déterminer l'opposition au coup du 13 mai et à la Constitution de septembre - ce qui condamne la neutralité du bureau confédéral en 1958, ce qui provoque, accentue et accélère la tendance au «Front Unique».

Mais, d'autre part, il impliquait l'intégration des syndicats dans d'Etat autoritaire et paternel - ce qui explique le soutien accordé aux bureaucrates confédéraux dont le réformisme avait efficacement bloqué l'aventurisme des Lafond et Lebourre.

Il faut donc poser la question préalable dont le simple énoncé hérissera nos amis: Existait-il réellement une menace fasciste en Mai 1958, sommes-nous aujourd'hui les victimes désarmées d'une entreprise fasciste?

On dira que le mot importe peu. Que la chose c'est la réaction et la dictature. On dira, et l'objection est plus pertinente, que les phénomènes politiques ne se définissent pas aussi simplement que des catégories scientifiques; qu'il faut procéder par comparaisons et analogies, que l'essentiel étant identique, les différences tiennent du lieu et du temps. Curieuse stratégie! Comme s'il n'était pas utile avant de combattre, de connaître les caractères et les armes de l'adversaire.

Le fascisme, c'est avant la prise du pouvoir, une cohorte de déclassés qui n'ont pas de fonction économique propre, qui se groupent hors des institutions officielles, qui n'ont plus rien à perdre et tout à gagner - qui par la démagogie groupent et encadrent une cohue massive de mécontents, incapables d'agir sur le terrain de classe.

Le fascisme, c'est après la prise du pouvoir, un Etat totalitaire, des institutions totalitaires, un parti unique rigoureusement hiérarchisé.

Double définition qui s'applique d'ailleurs au Parti Communiste français et à l'Etat soviétique, exclusivement.

En Mai 1958, il y eu chez nous deux opérations nettement distinctes. En Algérie, un mouvement pré-fasciste provoqué par petits colons - menacés de tout perdre en perdant leurs priviléges. En France, la volonté patronale et capitaliste de passer le cap de la «récession» et de la création du Marché Commun, en s'assurant des positions favorables. Nécessité de disposer à cet effet d'un Etat autoritaire.

Entre les deux mouvements absolument indépendants, la liaison et le synchronisme assurés par l'armée - institution officielle dont l'autonomie politique avait été consacrée par le gouvernement Mollet-Lacoste.

Mais, s'il s'agissait d'une prise de pouvoir fasciste, une seule position: la lutte armée, ultime et presque désespérée... de concert avec tous ceux qui voulaient et pouvaient combattre. S'il s'agissait d'une opération capitaliste appuyée par un chantage militaire, il fallait opposer à un pouvoir extra-légal le pouvoir extra-légal de la classe ouvrière, une grève générale de 24 heures pouvait prévenir les parachutages dont la menace peut-être hypothétique - a suffi pour amollir les ventres de la Démocratie parlementaire.

En mai 1959, les menaces fascistes persistent en Algérie. Les cadres militaires paraissent soumis à l'Etat. Mais l'état de guerre implique l'absence de toute sécurité.

En France, victoire incontestable du patronat capitaliste.

Non pas seulement par les mesures «sondes» du gouvernement. Mais surtout par l'accomplissements de projets explicitement précisée; la fin du plein emploi et la crainte permanente du chômage, la forte diminution de la consommation intérieure par la baisse du salaire réel, la notion de productivité nationale moyenne se substituant à celle de la productivité par entreprise.

Dans ces conditions, la lutte ouvrière devrait s'orienter selon ces quelques indications générales:

1- L'organisation syndicale doit diffuser comme un Slogan - sur le plan national et international - le mot d'ordre de paix en Algérie, propagande qui peut ne pas demeurer purement verbale.

2- L'organisation syndicale doit se substituer au Parlement défaillant, pour opposer - sur tous les problèmes intéressant directement la classe ouvrière - ses solutions à celles du gouvernement.

3- L'organisation confédérale doit soutenir les syndicats capables d'engager la bataille pour les salaires dans les entreprises techniquement avancées. Vouloir a priori «généraliser» toute grève, c'est en appeler à l'Etat, et renforcer son autorité. La grève localisée, menée jusqu'à la victoire, soutenu par la solidarité de tous, c'est l'action et le succès qui se généralisent par étapes successives.

Les motions votées au congrès F.O. portent un programme excellent et se marquent d'un esprit de classe lucide et ferme.

Mais ceux qui veulent contrarier les initiatives patronales et prévenir des entreprises «fascistes» ne voient-ils pas qu'il est une action et une réaction générales dont l'urgence s'impose, dont la simplicité contraste avec la lourdeur des programmes et des doctrines:

- Agir pour le retour aux 40 heures, pour une diminution du temps de travail, effet ou cause de l'augmentation de productivité.

- Réagir contre les ambitions «catégorielles», contre la fièvre des coefficients contre l'affermissement et l'aggravation des hiérarchies - contre tout ce qui dissocie la classe ouvrière et favorise les suppôts d'un ordre corporatif et militaire.

Roger HAGNAUER.